

*Les taux d'intérêt élevés*

de près de 10 milliards de dollars cette année à 6.6 milliards en 1982-1983. Le déficit budgétaire doit passer d'une quinzaine à une dizaine de milliards de dollars au cours de la même période. C'est une énorme diminution en si peu de temps. Cela contribuera fortement à renforcer la position financière du gouvernement, ce qui, en retour, devrait réduire la pression sur les marchés de capitaux et contribuer ainsi à rabaisser les taux d'intérêt pour les investisseurs privés autant que les sociétés. L'augmentation de revenus attribuable aux accords sur l'énergie et une structure plus équitable du régime fiscal contribueront à la réalisation de cet objectif.

Nombre de Canadiens sont convaincus que le gouvernement a choisi la bonne voie en cherchant à diminuer l'inflation grâce à une restriction des dépenses d'une part et à une augmentation des recettes de l'autre. Ainsi, voici ce que disait un article paru récemment dans le *Globe and Mail*:

Le budget du ministre des Finances, M. Allan MacEachen, était bon. Dans l'ensemble, sa stratégie est essentiellement valable. Des compressions fiscales accrues peuvent en effet faire en sorte que la politique monétaire et les taux d'intérêt ne soient plus les seuls freins à l'inflation, et paver la voie à une croissance future.

Le gouvernement partage les préoccupations de tous les Canadiens pendant la période de stagnation de la croissance que traverse actuellement l'économie internationale. Cependant, il n'y a pas d'autre solution qui produirait de meilleurs résultats à court terme sans nuire aux perspectives de croissance économique soutenue à moyen et à long terme.

Mus par le souci du court terme, certains ont mis en doute l'opportunité de poursuivre une politique de réduction du déficit à l'heure actuelle, à cause de la menace d'une récession accentuée. Ces critiques soutiennent que, compte tenu de la distorsion qu'introduit l'inflation et du fait que les recettes des gouvernements national et provinciaux conjugués accusent un excédent, il n'est pas nécessaire de chercher à réduire le déficit.

A première vue, cet argument est séduisant. Il est fondé sur la théorie keynésienne qui dit que la politique fiscale devrait être l'outil privilégié du gouvernement pour influencer à court terme sur la production et l'emploi. Cependant, notre stratégie budgétaire voit plus loin. Elle est fondée sur la conviction que la politique fiscale, combinée à la politique monétaire, peut permettre d'obtenir un bon rendement économique eu égard à l'inflation et à son corollaire, le chômage.

Il est certain qu'il faut être réaliste face à la conjoncture économique actuelle et quant à l'approche qu'il convient d'adopter. Il est clair que l'inflation ne peut pas être jugulée à court terme. Les pressions inflationnistes internationales et l'inertie du processus inflationniste lui-même sont trop importantes. Par conséquent, tout en proposant certaines mesures visant à aider à court terme les plus démunis, le gouvernement crée une situation propice à la croissance à long terme en vue de rendre l'économie plus ferme et plus stable.

Le gouvernement a dû tenir compte de contraintes considérables dans l'élaboration d'une telle stratégie économique. La question est essentiellement de savoir comment arriver à résister à une inflation à la hausse sans jeter l'économie dans une longue et grave récession. La réduction du déficit du gouvernement fédéral est évidemment un élément fondamental de la stratégie d'ensemble la plus apte à résoudre ce difficile dilemme.

La relance économique nationale, comme l'a affirmé le ministre des Finances (M. MacEachen), est la grande priorité du gouvernement. Et, comme il l'a fait remarquer, cette relance économique doit s'accomplir malgré les restrictions qui sont nécessaires pour juguler l'inflation. En effet, pour que les Canadiens bénéficient des occasions formidables de développement économique dans toutes les régions du pays, nous devons réduire l'inflation tout en faisant des efforts d'investissement, de modernisation et de développement.

Le gouvernement a un rôle primordial à jouer dans la gestion et l'exploitation des possibilités, et il doit faire en sorte que les profits soient également distribués entre tous les Canadiens. Dans le cadre de son régime fiscal global, le gouvernement consacrera, au cours des cinq prochaines années, 42 milliards de dollars au développement économique et plus de 18 milliards au développement énergétique.

On a prévu de nombreux projets d'investissement importants pour les deux prochaines décennies. D'après le groupe d'étude sur les grands projets qui a été créé récemment et qui se compose de représentants des entreprises et des travailleurs, les projets connus qui seront réalisés d'ici l'an 2000 représentent des investissements d'environ 500 milliards de dollars. Tous les projets d'expansion industrielle, de mise en valeur des ressources, de transport en vrac des marchandises et de promotion des exportations ouvrent des perspectives prometteuses au Canada. Les économies réalisées grâce à la politique de réduction du déficit et de restrictions financières pourront être utilisées à d'innombrables fins productrices.

Voici notamment ce qu'on dit dans le document intitulé «Le développement économique du Canada dans les années 80»:

Une collaboration étroite entre les pouvoirs publics, les entreprises et les travailleurs sera nécessaire au Canada pour mettre en place les capacités industrielles nécessaires à la production des machines et des autres produits indispensables au développement des ressources au Canada et à l'étranger.

Par exemple, un office de développement du commerce extérieur pour le secteur privé a été créé pour donner au milieu des affaires la possibilité de contribuer davantage à l'élaboration de la politique commerciale, l'une des grandes priorités dans la stratégie économique actuelle du gouvernement. Et recherchant une plus grande coopération entre le secteur public et le secteur privé, le gouvernement s'engage aussi à examiner soigneusement nos systèmes de réglementation afin que des règlements clairs et des méthodes efficaces puissent guider et non brimer les entreprises commerciales.

Nous cherchons aussi dans notre planification économique à effacer la discordance entre les compétences des travailleurs et les emplois disponibles, qui se révèle un obstacle majeur au développement économique et un problème grave pour les travailleurs. Comme le budget le signale, l'offre d'emplois change au gré des mouvements de l'activité économique, tant du point de vue du lieu où ces emplois se trouvent que des compétences qu'ils exigent. La situation appelle une coopération et une consultation accrues entre les secteurs public et privé. Ces initiatives et d'autres produiront avec la poussée des investissements une économie plus vigoureuse qui sera quand même plus compétitive sur le plan international. Je demande aux députés d'en face de me dire si ce n'est pas préférable à une économie ayant un déficit énorme au chapitre des paiements courants des dépenses publiques. Voilà pourquoi le programme économique annoncé par le ministre des Finances (M. MacEachen) est sain et pourquoi il est le plus opportun